

COMMUNIQUÉ

1 milliard pour un autre lycée pro

Sans ministre de plein exercice pour l'Éducation nationale, cette rentrée scolaire est inédite. Le gouvernement démissionnaire et le Président de la République ne tirent aucune leçon des élections législatives. Après sept années de politique éducative de tri scolaire et social, investir pour un lycée professionnel renforcé, émancipateur et qualifiant au service de l'intérêt général est une nécessité.

Comme la diminution drastique des enseignements généraux avec la réforme Blanquer, la nouvelle réforme du bac pro imposée sur tous les niveaux cette année est en totale contradiction avec l'intention affichée de la ministre démissionnaire d'une école « où l'on apprend bien ».

Les élèves de bac pro auront moins d'école avec l'équivalent de 6 semaines de cours en moins pour préparer le bac pro alors qu'ils et elles en ont le plus besoin. Le parcours différencié de terminale et sa préparation sont un alibi pour faire basculer les jeunes des lycées pros vers l'apprentissage et restreindre leur souhait de poursuite d'études. C'est également le cas des classes prépa-2^{de}. Pour une École républicaine "qui ne laisse personne au bord du chemin", on peut mieux faire ! Pour le futur gouvernement, il sera encore temps d'abroger ce parcours différencié. Le SNUEP-FSU exigera le rétablissement des heures supprimées ces dernières années, y compris pour les élèves de CAP.

Le pacte lycée pro, bras armé de la réforme voulue par E. Macron est un échec. Globalement, les professeur-es de lycée professionnel (PLP) n'ont pas mis en œuvre les mesures transformant nos lycées pros en centres d'insertion professionnelle, combattant ainsi le renoncement scolaire et social. Pour le SNUEP-FSU, les sommes réservées au pacte doivent être utilisées pour revaloriser les salaires des PLP pour lequel-les la crise du recrutement perdure. Le concours ne fait toujours pas le plein (1 poste non pourvu sur 5 cette année) et France Travail, à quelques heures de la rentrée, diffuse encore des annonces d'emplois pour combler les manques criants en LP.

Avec l'intersyndicale des lycées professionnels et les personnels, le SNUEP-FSU a fait échec à l'augmentation de 50 % des PFMP sur tous les niveaux de bac pro. Il a aussi empêché une baisse des dotations horaires. Parce qu'un autre lycée pro est possible, quel que soit le futur gouvernement, le SNUEP-FSU sera toujours là, dans l'action, pour renforcer le lycée professionnel et défendre les intérêts des élèves et des personnels.

Après des années de subventionnement à outrance de l'apprentissage, les résultats pour les jeunes préparant un CAP ou un bac pro par cette voie ne sont guère reluisants. Près d'un quart des contrats de 2022 ont été rompus dans les neuf premiers mois dont plus de deux tiers suivis d'un abandon. Les mensonges sur les taux de décrochage et d'insertion des jeunes de lycée professionnel ne tiennent plus. Le lycée professionnel permettant moins de décrochage et amenant davantage à la qualification, il est temps d'utiliser les milliards de l'apprentissage à bon escient.

En ponctionnant les subventions qui lui sont versées, 1 milliard d'euros peuvent être investis dès 2025 dans l'enseignement professionnel public. Cette somme permettra à la fois de rétablir les heures disciplinaires supprimées par les deux dernières réformes, les élèves retrouvant ainsi 35 heures de cours disciplinaires, et d'augmenter les salaires des personnels de 10 %.

Le SNUEP-FSU appelle à organiser dès la rentrée des réunions syndicales (HIS, AG...) pour échanger sur les modalités d'actions dans le contexte politique actuel pour exiger un autre lycée pro.